



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Les liaisons entre la recherche, l'enseignement et la profession agricole

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Les liaisons entre la recherche, l'enseignement et la profession agricole. In: Économie rurale. N°81-82, 1969. pp. 106-111;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1969.2073>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1969\\_num\\_81\\_1\\_2073](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1969_num_81_1_2073)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## IV — Commission « LIAISON ENTRE RECHERCHE, ENSEIGNEMENT ET PROFESSION AGRICOLE »

présidée par M. L. Rolland

M. Rolland, président de séance, présente la note introductive suivante :

I. — La finalité essentielle de toute recherche appliquée est d'apporter aux responsables de l'action les éléments de connaissance dont ils ont besoin pour leurs décisions.

Nous proposons de centrer nos échanges sur les problèmes de l'économie des entreprises et plus spécialement encore des entreprises de production agricole en les situant dans leur environnement par les entreprises d'amont et d'aval.

Les liaisons à évoquer entre recherche, enseignement et entreprises ramènent à une double communication :

— ascendante, de l'entreprise au laboratoire de recherche pour bien connaître et pour bien poser les problèmes ;

— descendante, du chercheur à l'entrepreneur, pour que lui parvienne, sous une forme accessible les résultats dont la connaissance lui est utile.

Dans ce double courant les enseignants et les vulgarisateurs tiennent une place privilégiée puisque leur fonction propre est d'apprendre, au double sens du terme : acquérir la connaissance et la transmettre.

On notera toutefois que cette fonction ne leur donne pas l'exclusivité dans la liaison entre le chercheur et l'agriculteur : il est également nécessaire qu'un dialogue direct puisse s'établir.

II. — Les processus de liaison

a) Le premier moyen de liaison est, historiquement du moins, le *cumul par la même personne*, des trois fonctions d'entrepreneur, d'enseignant et de chercheur.

Le personnage le plus typique à ce point de vue dans le monde de l'agriculture est sans doute Mathieu de Dombasle (1777-1843), innovateur, agriculteur, et fondateur de « la première école d'agriculture vraiment digne de ce nom ». S'il s'est ruiné deux fois c'est peut-être parce qu'il était plus technicien qu'économiste, c'est peut-être aussi parce que dès cette époque la charge dépassait les possibilités d'un homme.

Le progrès des sciences, la complexité de la recherche, les nécessités de l'organisation tendent à rendre bien plus difficile le cumul des fonctions qui, au surplus, ne résout pas le problème de la diffusion des connaissances.

Et cependant le temps n'est pas si éloigné où on formait dans la même « section d'application » les chercheurs de l'I.N.R.A. et les professeurs d'agriculture qui étaient aussi vulgarisateurs et cadres administratifs des services extérieurs du Ministère de l'Agriculture.

Nous devons nous demander comment les nouvelles structures administratives et professionnelles permettent de rétablir organiquement des liaisons qui résultaient naturellement du cumul des fonctions ou de relations personnelles nées d'une formation commune.

Notons aussi que le cumul des fonctions, chercheur-enseignant-entrepreneur qui n'est plus possible à titre indi-

viduel se retrouve au niveau du groupe ; cette constatation nous permettra d'évoquer :

- les laboratoires des chaires d'enseignement ;
- les bureaux d'étude des firmes privées ;
- les C.E.T.A.S. sous leur aspect « bureau d'étude inter-entreprises » ;
- les domaines agricoles intégrés dans les centres de recherche et dans les écoles ;
- etc...

b) Le deuxième moyen de liaison est la *rencontre organisée des hommes* qui se consacrent essentiellement à l'une ou l'autre des trois fonctions. Ceci permet d'évoquer :

- les instances officielles de liaison ; conseil d'administration, commissions consultatives, etc. ;
- l'extériorisation des chercheurs et des enseignants du secteur public et du secteur privé ;
- les groupes de travail autour d'une recherche précise ;
- les enquêtes sur le terrain ;
- les groupes d'agriculteurs et leur rôle dans la liaison avec les chercheurs ;
- etc...

c) Il y a d'autres moyens de communications que la rencontre physique des hommes. Il serait intéressant d'en faire l'inventaire concret dans notre domaine ; en tous cas on pourra évoquer :

- les documents écrits : littérature scientifique et littérature de vulgarisation ;
- moyens audio-visuels et leur utilisation pour le dialogue ;
- etc...

III. — Application à quelques problèmes

Nous nous proposons dans une seconde phase de notre réunion, d'examiner dans le concret quelques problèmes susceptibles d'illustrer les processus actuels de communication et les améliorations à promouvoir.

Un des grands progrès de l'économie rurale dans les 20 dernières années est le développement de la comptabilité agricole et de son utilisation pour une gestion plus rationnelle des entreprises. Comment peut-on améliorer la diffusion des éléments de connaissance qui en résultent ?

— Une grande majorité des agriculteurs, même parmi les jeunes, reste en position marginale dans les domaines de la formation, des groupements de progrès, des centres de gestion, etc. C'est pour ceux-là cependant, pour les éclairer dans leurs décisions (abandon ou conversion) que les méthodes actuelles de prévision économique seraient le plus utiles. Comment peut-on poser mieux le problème,

comment peut-on les aider à bénéficier des éléments de décision qui restent un peu le privilège de ceux qui sont déjà bien placés.

— La transformation de toutes les exploitations agricoles en véritables entreprises, leur intégration dans l'environnement d'amont et d'aval, leur insertion dans l'économie générale appellent des recherches et un enseignement très incarnés, très informés des réalités techniques, économiques et sociologiques si diverses suivant les terroirs. Comment établir pratiquement les communications indispensables pour associer à l'échelon géographique où se posent les problèmes concrets, tous les artisans de cette véritable mutation du monde et de l'économie agricoles ?

**M. Faure.** — Concernant les liaisons avec les agriculteurs, je ferai trois remarques :

La première concerne l'idée que l'on se fait de la progression des groupes humains.

Deux théories s'affrontent :

a) Dans une période de mutation rapide, il faut être réaliste et reconnaître qu'il existe des frontières, qu'il existe des barrières infranchissables pour certains, pour les moins doués, les plus mal placés, ceux dont on n'a pas le temps de s'occuper. D'après cette théorie il y a un niveau du progrès, des déchets inévitables qui sont justement la rançon de la rapidité de l'évolution. Il faut humaniser le sort de ces victimes, prendre des mesures sociales, pour elles, car on ne peut pas les attendre. Si on les attendait, ce serait une catastrophe pour l'évolution de la société. Voilà la première théorie ;

b) La deuxième perspective est la suivante : elle considère le développement des groupes humains comme le développement d'un être vivant. Dans ce corps vivant que constitue un groupe humain, prenons les agriculteurs français. Il y a des zones prospères, fertiles, bien irriguées où on peut dire que le progrès marche vite et parfois même à toute allure. Il y a d'autres zones où le sang circule plus ou moins bien, plus ou moins mal, et il y a, enfin, des parties paralysées, des parties bloquées. Mais, cette paralysie d'une partie de l'organisme retentit, qu'on le veuille ou non, sur tout l'être vivant.

L'intérêt bien compris de tous et de chacun, notamment des parties les plus vivantes de l'organisme, des groupes les plus dynamiques, est de faire circuler la vie dans tous les membres, bien entendu dans la mesure des possibilités de chacun. Cette deuxième hypothèse a tout de suite des conséquences car elle force les hommes à l'action et plus encore les responsables à une attention permanente à la vie et à la progression de tout le milieu. Elle oblige à réfléchir d'une façon différente, à décider d'une façon différente, à agir d'une façon différente même si l'on sait pertinemment qu'une masse de paysans n'ira jamais très loin.

La seconde est la suivante :

Pour certains, en matière de vulgarisation et de développement, la vérité est au centre. Il faut la porter à la périphérie, c'est-à-dire aux agriculteurs.

Le savoir est premier, l'expérience vécue des hommes est seconde. C'est une position en escalier.

L'agriculteur se trouve dominé par celui qui l'enseigne. C'est une conception enseignante.

Il est une autre vue des choses, affirmant que la vérité est à la périphérie : c'est l'agriculteur qui la détient car c'est lui qui est le centre de décision, qui assume les responsabilités et les risques.

Le problème à résoudre est la rencontre entre une expérience vécue et un savoir organisé. L'expérience est première, le savoir organisé vient l'enrichir et la compléter.

Le dialogue apporte aux deux : à l'agriculteur et à l'homme de savoir.

Enfin, ma troisième remarque concerne les efforts tentés dans tous les pays évolués, en matière de vulgarisation. Ils n'ont pas donné les résultats escomptés, qu'il s'agisse des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, etc...

Ce n'est pas le manque d'informations qui en est la cause. Mais ceux qui n'adoptent pas les pratiques qu'on leur propose et dont ils ont une perception claire, ont des raisons valables de ne pas le faire.

En effet, entre la rationalité économique objective, telle qu'elle apparaît à l'agriculteur à travers les conseils des vulgarisateurs ou l'exemple du voisin, et la rationalité économique vécue par l'agriculteur, c'est-à-dire incarnée dans sa réalité permanente propre, il y a un gouffre que l'on n'a pas encore exploré.

Je me contenterai d'une remarque sur ce point. La masse de ces agriculteurs qui n'acceptent pas le progrès, n'est pas un état moins avancé que les agriculteurs de pointe, elle est dans une situation spécifique.

Leur univers économique n'est pas un tout qu'ils dominent. Ce n'est pas un tout ayant une certaine cohérence et dont ils auraient acquis une certaine maîtrise.

Sous une autre forme, on peut dire que les paysans sont victimes de forces qui agissent contradictoirement sur eux.

Forces économiques, techniques, sociales, culturelles, ces forces font surgir les facteurs qui poussent au progrès. Mais en même temps, elles font surgir les freins qui empêchent d'accéder au progrès. Elles assemblent ces freins qui, par un effort cumulatif, paralysent les possibilités d'action des agriculteurs, notamment sur le plan économique.

En résumé, cette insuffisance de progrès économiques chez les agriculteurs rebelles à la vulgarisation, ne traduit pas une incapacité à produire davantage, mais bien plutôt la difficulté, pour ces hommes, de briser l'encerclement de cette situation globale.

Ce sont là trois remarques qui me paraissent autant de préalables pour aborder sérieusement les problèmes de la liaison entre l'ensemble des agriculteurs, d'une part, la vulgarisation, l'enseignement et la recherche, d'autre part.

**Michel Petit.** — Mon intervention nous ramènera au problème des institutions.

Pour limiter notre sujet, je remarque que le titre de notre commission « Liaisons entre Recherche, Enseignement et Profession gricole » a été surtout interprété dans la note introductive comme devant traiter des liaisons entre la recherche et l'enseignement supérieur d'une part, et la profession agricole d'autre part. Je fais toutefois remarquer que les liaisons entre la recherche et l'enseignement supérieur posent de sérieux problèmes qui mériteraient d'être discutés. Dans notre pays et pour notre discipline, les exemples de collaboration harmonieuse sont rares.

Pour ce qui est des liaisons avec les agriculteurs, les problèmes soulevés sont ceux des relations entre la réflexion

et l'action. A cet égard, nous sommes tous plus ou moins victimes d'un schéma linéaire simpliste entre la recherche fondamentale, la recherche appliquée, le développement et l'application. La note introductive s'y réfère explicitement lorsqu'elle parle de « celui qui a besoin de savoir » et de « celui qui sait ». Les idées qui ont orienté les textes sur le développement agricole découlent explicitement de ce schéma.

Or, bien qu'il véhicule une part de vérité, ce schéma est dangereux. Il est faux de dire que le chercheur sait et que l'agriculteur ne sait pas. Ce ne sont pas des connaissances que le chercheur, surtout dans notre discipline, peut apporter à l'agriculteur, mais plutôt une attitude intellectuelle, une démarche scientifique. L'agriculteur, en retour, peut apporter beaucoup au chercheur en lui faisant prendre mieux conscience des problèmes concrets auxquels il doit faire face. Certes, en général, le problème ainsi posé, ne l'est pas en termes scientifiques. Un détour sera nécessaire pour l'éclairer, mais le contact avec l'agriculteur est essentiel pour guider le chercheur vers des problèmes importants. C'est donc un véritable dialogue qu'il faut instaurer.

Il n'est pas concevable que les quelques économistes ruraux français dialoguent directement avec un million et demi d'agriculteurs. Par ailleurs, les préoccupations des agriculteurs et celles des chercheurs peuvent être très éloignées les unes des autres. Il n'est pas toujours facile d'établir un langage commun. C'est pourquoi des structures relais sont indispensables, ce qui pose de sérieux problèmes d'organisation institutionnelle. Un exemple permettra d'illustrer le rôle de ces relais. Une recherche faite avec J.-M. Boussard en Provence sur les problèmes bien concrets du développement de l'irrigation par aspersion a été possible parce que nous avons bénéficié de relais divers : le service économique de la Société du Canal de Provence, son service agronomique probablement plus proche des agriculteurs, les agents du secteur encore plus proches et d'autres relais parallèles : le lycée agricole de Valabre, le Centre de Gestion, etc...

La grande difficulté pour mettre sur pied de tels relais est que les préoccupations se recoupent et que les structures soient mises en place, de telle sorte que les hommes qui y travaillent aient la conviction de se compléter et non pas d'être en concurrence. Voilà, me semble-t-il, le problème difficile que nous devrions discuter ce matin.

**D.-R. Bergmann.** — A qui le chercheur a-t-il envie de parler ? Aux personnes qui :

- a) savent quelque chose, détiennent une information ;
- b) ont un certain pouvoir de décision ;
- c) connaissent une quantité suffisante de théorie et de méthodologie économique pour que le dialogue puisse s'engager.

Ceci veut dire que le chercheur ne tient pas à parler à des commissions sans pouvoir et composées d'une majorité de personnes à formation scientifique faible. Par contre, les chercheurs aiment à parler à leurs semblables (critère a), et aux « décideurs » (critère b).

Si cette analyse — trop brève — est valable, on comprend pourquoi les chercheurs communiquent plus aisément avec les agriculteurs (de pointe surtout) qu'avec des conseillers de base. La tendance ne pourra être corrigée que si la formation scientifique des vulgarisateurs peut être améliorée.

**P. du Boullay.** — M. Petit déclare que le chercheur apporte à l'agriculteur une démarche intellectuelle, une attitude. Je pense que l'agriculteur, comme Jourdain, fait de la prose sans le savoir : il a une démarche propre de preneur de décision et responsable de réalisation. Il faudrait que le chercheur recherche à la connaître. On devient riche en modèles de décision, grâce au développement de la recherche à la connaître. On devient riche en modèles de décision, grâce au développement de la recherche opérationnelle. Mais on sait très peu **comment** les entrepreneurs prennent leurs décisions. Là est, aujourd'hui, le goulot d'étranglement du service de la recherche aux entreprises de production.

**Ph. Richard.** — Attention au langage utilisé par les chercheurs ! En effet l'agriculteur a la compréhension du projet sur lequel le chercheur dialogue avec lui, mais il n'utilise pas le même code, ce qui crée la confusion. Le chercheur doit utiliser un vocabulaire simple et s'il ne peut se passer de termes scientifiques, il lui faut en expliquer la raison et bien entendu le contenu.

**Michel Petit.** — N'ayant que quelques instants, j'ai dû tailler à coup de serpe. Pour répondre au Père du Boullay, je n'ai jamais pensé que les agriculteurs n'avaient pas de démarche intellectuelle. Ce que le chercheur peut apporter à l'agriculteur c'est sa propre réflexion.

Quant à la remarque de M. Richard, elle me semble précisément démontrer la nécessité des structures relais dont je parlais tout à l'heure. En effet, lorsque le chercheur emploie un jargon, ce n'est pas uniquement par plaisir. Il y est amené pour des raisons objectives tenant aux exigences de la démarche scientifique.

**M. Chauv.** — J'interviendrai sur quelques problèmes qui se posent aux professeurs de sciences économiques des lycées agricoles à propos de leurs liaisons avec la recherche, l'enseignement supérieur et la profession agricole.

Ces problèmes découlent de la nature de l'enseignement économique donné dans les lycées agricoles. Cet enseignement a deux aspects :

D'une part, il vise à donner aux élèves une formation économique générale permettant de comprendre les problèmes économiques et sociaux actuels et spécialement ceux de l'agriculture.

D'autre part, il vise à initier les élèves au maniement de diverses « techniques économiques » intéressant l'entreprise agricole, ainsi que les entreprises d'amont et d'aval ; ces techniques sont, à titre d'exemple la comptabilité, la gestion, l'organisation du travail, le marketing.

Pour faire face à ces exigences, le corps enseignant est essentiellement constitué d'ingénieurs-professeurs, formule originale et particulièrement heureuse étant donné la nature de l'enseignement à dispenser. Dans l'accomplissement de leur mission ces ingénieurs-professeurs ont à répondre à un certain nombre de problèmes concernant leurs liaisons avec la recherche, l'enseignement supérieur et la profession. Les plus importants et les plus urgents paraissent être les suivants :

#### 1 — Problèmes posés par la documentation écrite

La situation actuelle est caractérisée par la surabondance de la documentation économique et son inadéquation aux

besoins des professeurs, d'où perte de temps considérable pour chacun d'eux.

Il apparaît qu'une documentation adaptée ne peut être réalisée que par les intéressés eux-mêmes. Ceux-ci pourraient se partager la tâche de prospection des différentes sources de documentation, et de rédaction d'informations directement utilisables. A cet effet, certains ingénieurs-professeurs pourraient être chargés de maintenir des liaisons permanentes avec la recherche, l'enseignement supérieur et la profession.

## 2 — Problèmes posés par la mise à jour des connaissances

Les « techniques économiques » évoluent vite. En gestion par exemple la mise en œuvre des techniques de programmation linéaire est relativement récente, demain peut-être verra-t-on se diffuser l'emploi des jeux d'entreprise. Or, une initiation valable à ces techniques ne peut se faire par la seule utilisation de la documentation écrite, ni à l'occasion des brèves journées d'information.

Des sessions de mise à jour des connaissances, de longue durée (un mois si nécessaire), sont indispensables aux ingénieurs-professeurs. Leur organisation devrait se faire avec la collaboration de tous les organismes de recherche, d'enseignement supérieur, professionnels.

## 3 — Problèmes posés par l'utilisation des domaines des lycées agricoles

Les domaines pourraient et devraient être pour les économistes :

— un terrain d'élection pour des rencontres entre chercheurs, professionnels et enseignants autour de réalisations effectives ;

— un outil pour le développement, dans la mesure où y prendraient forme les ateliers de demain.

Pour cela, il faudrait d'abord une doctrine, à l'élaboration de laquelle tous les intéressés devraient participer.

## 4 — Problèmes posés par les contacts des ingénieurs-professeurs avec les professionnels

Ces contacts sont nécessaires pour l'ingénieur-professeur ; l'efficacité de son enseignement en dépend dans une large mesure.

Ces contacts sont utiles aussi pour la profession : il n'y a pas trop de monde à participer à la formation économique des agriculteurs.

Il faudrait, entre tous les intéressés, rechercher les moyens de favoriser des collaborations précises.

L'efficacité, la qualité de l'enseignement économique, le rayonnement des professeurs dépendront de la façon dont seront résolus les problèmes indiqués ci-dessus. Sur cette constatation l'accord est facile à obtenir, mais il faut encore en tirer la conséquence majeure.

Pour participer aux différentes actions qui viennent d'être ébauchées, normalement, sans surmenage, les ingénieurs-professeurs doivent disposer de temps. Il faudra bien admettre que les problèmes de ces professeurs sont différents de ceux des professeurs d'enseignement général, et que leurs emplois du temps doivent en conséquence être également différents.

Cette conclusion a d'ailleurs une portée générale. On parle beaucoup d'investissements intellectuels, de formation permanente. Or, on constate que l'essentiel du temps de chacun est consacré à assumer des tâches de fonctionnement. Il faudra bien qu'un jour soit explicitement prévu dans les structures, les organigrammes, les planning des organismes, le temps nécessaire à ces investissements intellectuels, à cette formation permanente, indispensables au perfectionnement de chacun.

**M. Dulau.** — Je voudrais décrire le système d'alternance des maisons familiales.

## I — Rappel des bases d'une maison familiale

Une maison familiale repose sur deux principes :

1 — L'établissement d'enseignement se trouve sous la responsabilité des familles, du milieu agricole.

Ceci caractérise déjà la liaison entre enseignement et profession agricole.

2 — Le système pédagogique est basé sur l'alternance, la relation. Ici aussi les liaisons se trouvent au centre des préoccupations.

## II — Relations avec la profession agricole

1 — Les jeunes élèves participent à une activité professionnelle réelle dans une entreprise vraie, naturelle (exploitations familiales généralement). Les élèves ont à assurer deux types d'activité :

— participation au travail normal de l'exploitation ;

— études à réaliser sur l'exploitation (productions, moyen de production, gestion...), et études comparées avec d'autres entreprises du milieu proche ou éloigné (stages dans régions différentes).

Cette situation place l'élève en état de réflexion sur sa situation après avoir pris connaissance en profondeur de l'exploitation familiale à laquelle il est rattaché. Ici une première liaison s'effectue.

2 — Accession de l'élève aux connaissances, à la réflexion... par la maison familiale et l'IREO (école).

L'école fera intervenir :

— l'appel à la réalité ;

— la réflexion, la comparaison, le travail de groupe... ;

— l'apport d'éléments théoriques de connaissances, d'attitudes par des cours, des conférences, des exposés, des visites... ;

— la responsabilité et la participation des élèves aux diverses activités de formation.

En conséquences, les buts visés sont les suivants :

\* Développer les relations entre le « réel » et le « savoir ». Ex. : Etude d'un problème réel d'une exploitation — Etude en groupe par les élèves — Propositions des élèves — Confrontation entre élèves, exploitant et techniciens.

\* Mettre les élèves en état de dépassement, de recherche, de réflexion sans « quitter la réalité ».

\* Participation du milieu :

— liaison enseignement-famille ;

— intervention d'organismes : C.E.T.A., Centre de Gestion, Crédit, Coopératives, Syndicalisme...

\* Propulsion des élèves. Réflexions sur leur situation dans le contexte de l'agriculture moderne à partir de leur situation familiale.

### III — Relation avec la recherche

La formation personnelle des techniciens-enseignants se fait par la participation aux journées d'information, sessions diverses, colloques, par des contacts avec les cadres des organisations professionnelles et organisations au service de l'agriculture, par les revues, informations livresques et audio-visuelles, et par des sessions de perfectionnement.

Une intervention d'organismes relais entre recherche et agriculteurs existe : centres gestion, C.E.T.A...

Le rôle du technicien-moniteur (élément de relation) est d'être à l'écoute des résultats de la recherche, ouvert à l'invention, à la découverte, d'être sensible aux problèmes des personnes, du milieu agricole, partager difficultés par contacts fréquents avec milieu, d'être un élément de liaison, de véhicule. Le technicien-moniteur n'est ni un théoricien, ni un dogmatique, mais un agent, un animateur, un aide au changement et à l'évolution. Il peut mettre les personnes en état d'évolution, de réflexion, de recherche vers une éducation permanente.

**M. Pinon.** — Le principal besoin des chefs d'entreprise agricole, pour les années à venir, c'est de disposer **d'outils de raisonnement pour préparer leurs décisions** : Que produire dans 4-5 ans ? Comment le produire dans des structures d'entreprises compétitives ? Comment le mettre en marché ?

Les adhérents de C.E.T.A. attendent moins des solutions que des outils pour rechercher, avec les chercheurs de la Recherche Agronomique et de l'Enseignement, des solutions adaptées à leurs entreprises.

**Une liaison étroite entre chercheurs et chefs d'entreprise novateurs** est donc du plus grand intérêt : Elle exprime aux chercheurs les besoins et les problèmes qui se posent aux entreprises, elle leur permet d'expérimenter et contrôler l'intérêt des solutions proposées.

Ces applications grandeur nature, avant même que les chercheurs ne soient complètement terminés, permettent d'en contrôler le bien-fondé, éventuellement de « corriger le tir », enfin de hâter les possibilités pratiques de réalisation.

Ce qui présente un **risque** pour le chercheur et **surtout** pour le chef d'entreprise, mais possède aussi un grand intérêt sur le plan de la **collaboration nécessaire à la mise en œuvre des innovations d'organisation au niveau de l'entreprise agricole**.

Dans cette optique, le petit groupe C.E.T.A. est une structure privilégiée, car elle entretient la volonté d'entreprendre et le goût de l'innovation. Elle contribue à limiter les risques liés à l'innovation, car celle-ci **est mise à l'épreuve du jugement des autres chefs d'entreprise du groupe**.

Ceci est important dans le domaine de l'expérimentation en matière d'économie de l'entreprise, car elle ne peut se faire qu'en « grandeur nature ». Elle met donc en cause toute l'entreprise, et doit aboutir à la mise au point de véritables prototypes d'entreprise pour la vulgarisation.

Parfois, le groupe d'étude C.E.T.A. est insuffisant pour passer à la réalisation, notamment dans le domaine de l'organisation économique. Mais les membres de C.E.T.A., sensibi-

lisés et formés grâce à l'étude des problèmes, sont souvent les animateurs des groupes de réalisation qui sont les coopératives, les groupements de producteurs, etc...

**M. Lebot.** — Les structures de développement de type horizontal Comité départemental de développement agricole (C.D.D.A.), Comité de développement au niveau des petites régions naturelles, ne sont-elles pas neutralisées par la présence des responsables de toutes les organisations concernées par les actions de développement ?

N'aurait-on pas intérêt à renforcer ces structures de dialogue et de développement que sont les groupements de producteurs, notamment les coopératives et à innover au niveau d'un relai que pourrait être syndicalisme-coopération, c'est-à-dire un relai où les agriculteurs se sentent engagés et concernés par leur propre développement.

Les outils économiques que sont les industries agricoles et alimentaires d'aval, à gestion coopérative, ne sont-ils pas des relais privilégiés pour un dialogue vrai entre recherche-enseignement et agriculteurs ? Dans ce domaine un syndicalisme démocratique moderne, non démagogique, doit jouer un rôle déterminant dans la mise en mouvement du plus grand nombre d'agriculteurs.

**S. Hénin.** — Il me semble que la réflexion peut se centrer sur la remarque du P. du Boullay parlant de psychanalyse. Je suis agronome et on peut croire que le dialogue avec les praticiens soit pour nous plus facile, les objets de nos travaux étant plus concrets : il n'en est rien. D'ailleurs l'exemple des sciences fondamentales montre que la difficulté du dialogue existe entre les chercheurs eux-mêmes.

C'est donc en s'efforçant de faire que l'accord entre les réactions profondes des hommes et la connaissance, c'est-à-dire des schémas théoriques, soit de plus en plus profond que l'on résoudra les problèmes posés aujourd'hui.

On constate d'ailleurs que les différents orateurs ont presque tous décrit des méthodes pédagogiques orientées dans ce sens. Il me semble que le dialogue s'améliorera et deviendra plus efficace c'est-à-dire sera suivi de réalisations, dans la mesure où nous saurons accroître la valeur éducative des méthodes pédagogiques, encore plus que la teneur des informations qui seront diffusées par ce moyen.

**M. Michet.** — Les préoccupations du CERAFER sont un peu en marge de celles de la commission puisque, d'une part les informations de recherches qu'il a à faire passer sont essentiellement techniques et que d'autre part les utilisateurs de ces informations sont, non pas des chefs d'entreprises agricoles mais des « services ». Notez néanmoins, au passage, que les ingénieurs de terrain de ces services sont également des hommes d'action au même titre que les agriculteurs.

La solution adoptée par le CERAFER pour « faire passer » ses informations de recherches est celle des « équipes pluri-disciplinaires » implantées dans un certain nombre de centres et constituant de véritables « bureaux d'études » à la disposition des services, notamment pour l'étude de projets qui ont de plus en plus tendance à être des projets globaux faisant appel à des connaissances diverses.

C'est là que je vois une certaine analogie avec les projets des agriculteurs eux-mêmes. M. Richard faisait remarquer que tout agriculteur a des projets. Aussi je me demande si ces projets ne pourraient pas également être soumis à des bureaux d'études qui constitueraient un maillon de la chaîne recherche-développement-action.

Cette proposition pose évidemment de nombreux problèmes : comment constituer ces bureaux d'études, où les placer, par qui les faire animer... ?

**G. Lantin.** — Certains participants du groupe ont dénoncé la difficulté d'établir un dialogue effectif entre les chercheurs et la masse des agriculteurs ; d'autres ont constaté qu'une élite des producteurs formait le peloton de tête mais que le gros de la troupe ne suivait pas (2 % adhèrent aux centres de gestion, 1 % aux C.E.T.A., 5 % aux groupes de vulgarisation, a déclaré M. Richard). Il y a un gouffre entre l'élite et la masse a dit M. Faure. On a signalé plusieurs fois une sorte d'inertie qui paralyse les efforts ; enfin, on a suggéré entre les chercheurs et les utilisateurs l'intervention de structures intermédiaires capables de diffuser les connaissances techniques et économiques en un langage accessible à tous.

Tout ceci montre qu'à la source de ce malaise et d'un certain échec, il y a une déficience, un sous développement intellectuel. Hélas ! pourquoi l'enseignement a-t-il tant tardé ?

Est-il possible de combler ces lacunes et quels recours avons-nous ? Voici ma proposition :

1°) Il faut accentuer l'effort de promotion individuelle et collective par une éducation permanente qui sache être assez attractive pour les jeunes et même les adultes jusqu'à 40 ou 50 ans.

2°) Le progrès technique, économique et social devrait être plus largement diffusé. Pour cela il est nécessaire que tous ceux qui sont préposés à cette tâche, les vulgarisa-

teurs de base et les spécialistes, les techniciens de toutes disciplines, aillent jusqu'à l'échelon rural le plus accessible, le plus traditionnel (c'est le canton).

3°) Les corps intermédiaires (syndicats, coopératives, caisses de crédit, mutualité) existent partout jusqu'au niveau de la commune, ils sont en force et de qualité. Tous sont directement associés à la vie économique, ils ont du personnel compétent. Encore faudrait-il que s'institue une coordination de tous ces moyens, qu'une liaison étroite s'établisse avec les vulgarisateurs techniques et économiques et qu'enfin il existe une coordination de tous et une unité de vue sur les problèmes en cause et les solutions à choisir, au lieu d'aller en ordre dispersé, sans lien, sans objectif, sans idéal.

4°) Enfin, je plaiderai pour ma part en faveur de la création dans chaque petite zone rurale (cantonale en général) qui rassemble encore de 500 à 1.000 exploitants, d'un lieu d'accueil (foyer rural, C.F.P.A., centre social, centre agricole qui existent déjà souvent) susceptible d'offrir le confort pour un travail d'information, des moyens audio-visuels, une documentation permanente.

Est-il prétentieux de penser à cette « Université populaire » qui fait merveille en Allemagne, au Danemark ?

En conclusion, il n'y a là rien d'utopique, de tels efforts, de tels investissements matériels et humains sont possibles et rentables. C'est un esprit à cultiver, à débattre. Que les économistes, que les sociologues, que les responsables de l'avenir de l'Agriculture y pensent. Que la S.F.E.R. qui est à ce carrefour émette des idées neuves qui rendront service à l'économie agricole.

## **LE DEVELOPPEMENT DE LA COMPTABILITE AGRICOLE : COMMENT AMELIORER LA DIFFUSION DES ELEMENTS DE CONNAISSANCE QUI EN RESULTENT ?**

**par Ph. RICHARD**

*Directeur de l'I.G.E.R.*

Seulement 3 % des agriculteurs sont membres des Centres de Gestion et, grâce à cela, bénéficient d'une aide appréciable. Les autres n'en bénéficient pas. Bien entendu ceux-là aussi gèrent leur exploitation. Mais au fur et à mesure que le progrès technologique s'accélère et que les conditions économiques se modifient, la prise de décision, qui est l'essence même de la gestion, devient plus aléatoire si elle n'est pas correctement préparée.

Aussi faut-il considérer comme prioritaire toute action qui permettra de faire bénéficier plus d'agriculteurs des connaissances acquises en matière de gestion des exploitations agricoles. Pourquoi, alors que l'on constate un engouement pour la gestion, aussi peu d'agriculteurs s'inscrivent-ils dans les Centres de Gestion ? Bien sûr, d'abord pour une question financière, une cotisation de 300 à 1 000 F représente une somme relativement importante que tout agriculteur n'accepte pas de payer. Le conseil technique sur la fumure ou sur l'alimentation du bétail se traduit par une augmentation du produit brut, c'est un conseil palpable. Le conseil de gestion, lui, apparaît comme abstrait, il porte sur l'organisation générale de l'entreprise. Tellement de facteurs agissent sur l'économie de l'exploitation qu'il est difficile à l'agriculteur de comparer l'augmentation de revenu et le coût du conseil de gestion.

Sûrement les Centres de Gestion ont, en cette matière, à faire des calculs d'opportunité pour montrer aux agriculteurs l'intérêt qu'ils ont à bénéficier de ce conseil de gestion, car de toute évidence ce conseil est payant.

Mais la raison la plus évidente, c'est que l'agriculteur moyen ne sait pas a priori ce qu'un conseiller de gestion peut lui apporter. Il n'est pas suffisamment motivé à chercher une aide pour mieux remplir ce qu'il considère comme sa fonction essentielle.

Ne faut-il pas profiter plus largement de la mise en route de la T.V.A. et des réformes de la fiscalité directe, pour sensibiliser les agriculteurs aux problèmes de gestion de leur entreprise et ensuite les former à l'usage du raisonnement économique ?

Ainsi, s'il faut souhaiter que les Centres de Gestion s'organisent pour jouer un rôle plus important dans la mise au point de méthodes de Conseils de Gestion, dans l'élaboration de références technico-économiques, il faut également les inciter à toucher, par les moyens appropriés, d'autres couches d'agriculteurs. Mais cette proposition a des limites : ces institutions sont incapables de prendre en charge le million d'agriculteurs susceptibles de bénéficier de leur aide.